

A la suite des événements intervenus le 18 septembre 2007 en fin de manifestation contre la venue de Christophe Blocher au Comptoir suisse, la ministre Jacqueline de Quattro, en charge de la sécurité cantonale, avait annoncé des « Etats généraux » consacrés à la montée de la violence juvénile. Ceux-ci ont eu lieu le 7 mars à Lausanne, sur le site de l'université, en présence de 300 personnes.

Etats généraux sur la montée de la violence... info ou intox ?

La question reste entière et aucune solution nouvelle n'a pu être trouvée.

Dan

« La violence est toujours un échec... ! ». Eviter toute polémique était la volonté délibérée et le souci premier de la ministre vaudoise de la police, qui avait convoqué Jean-Paul Sartre en ouverture et a très vite oublié l'origine événementielle du forum.

« Je sais... que je ne sais pas ».

Après Sartre, Platon et Socrate visitèrent l'assemblée, dans l'intervention de Jean-Luc Vez, directeur de l'office fédéral de la police, puis plana l'ombre d'Hésiode (et non pas Esope, comme le comprit le Conseiller d'Etat Philippe Leuba dans sa conclusion) qui, il y déjà 29 siècles, fustigeait la barbarie de la jeunesse grecque.

« Les bandes de *yos* qui dévastent les bals de campagne peuvent craindre le pire », a ricané un voisin de l'assemblée.

Les intervenants, de bon vol, se sont ainsi succédé au fil des tables rondes et des interactions avec le public pour affirmer que oui, la violence juvénile est en augmentation, que l'on a sans doute trop longtemps minimisé les questions, que cette violence est de plus en plus souvent gratuite et liée notamment à une augmentation de la consommation « festive » d'alcool.

Tous rappelèrent que parler de la violence « des » jeunes n'a pas de sens, car les auteurs de troubles et les voyous restaient extraordinairement minoritaires, et concernent d'abord des récidivistes, même si, comme le résuma Christophe Darbellay, président du PDC suisse, ceux-ci « nous empoisonnent l'existence ».

Et tous se rejoignirent pour dire que les chiffres manquent encore pour aller plus loin et que des pans entiers de la violence ordinaire restent cachés, en « zone grise », souvent faute de dénonciation, notamment celle faite aux plus fragiles comme les personnes âgées. C'est ce que reprit notamment de manière significative Mme Anne-Catherine Lyon, qui rappela « le devoir d'examiner les faits avec soin et vigueur pour dépasser l'anecdote avant de développer une politique publique ».

« N'en fait-on pas un peu trop ? », s'interrogea ainsi la conseillère nationale Ada Marra.

La faute à quoi et à qui

Pour le reste, ce qui opposa au fond les débatteurs fut la question des respectives responsabilités sociales ou personnelles.

A ma gauche, pour exemple, Philippe Lavanchy, fort inquiet de l'augmentation exponentielle des cas soumis à ses collaborateurs (5700 actuellement, dont 5600... victimes !).

Le Chef du Service de la protection de la Jeunesse, très en verve comme à l'acoutumée, incrimina le paysage sociétal : familles isolées monoparentales, consumérismes, médias et individualisme.

Maria Roth-Bernasconi, conseillère nationale socialiste genevoise, sur la même ligne, rappelant néanmoins ... les papas à leurs responsabilités.

De l'autre côté, Luzi Stamm, conseiller national argovien UDC, qui mit seul réellement en exergue le lien entre migration, et violence et Ueli Windisch, le sociologue de Genève, qui insista sur le fait que la déshérence sociale ne conduit qu'une très faible minorité à des actes de violence.

Tous deux renvoyèrent les acteurs à leur responsabilité individuelle, le professeur genevois oubliant au passage que l'origine sociale et le parcours de vie ne placent justement pas les gens sur un pied d'égalité

face à cette responsabilité. Il insista aussi sur le fait que ce qui exaspère les gens est le « sentiment d'impunité ».

Maurice Nanchen pose les limites

« Il faut de la loi et de l'amour, et la loi, ... c'est aussi de l'amour ». La belle formule de Maurice Nanchen fut reprise par Mme Lyon, Cheffe du DFJC.

Le très posé psychologue valaisan rappela en effet de belle manière quelques simples évidences éducationnelles. Il faut reconstruire les solidarités, affirma-t-il, ne pas avoir peur, réagir, montrer qu'il y a des adultes en face et relativiser l'idéal de non-violence qui fonde dorénavant toutes nos attitudes. Et aussi faire savoir et comprendre à l'enfant que le « tout est possible » n'a pas d'avenir.

Pourquoi ? demande l'enfant. « Parce que je suis ton père, parce que je suis ton prof », sont, selon Maurice Nanchen, des réponses qu'il convient désormais de (ré-) assumer.

Poser un cadre de manière solide. C'est ce que toutes et tous affirmèrent. Fallait-il vraiment une journée de travail pour en arriver là ?

Enfin, si les nouvelles dispositions pénales furent aussi à plusieurs reprises évoquées, qui devraient permettre de mieux serrer les délinquants et de manière plus rapide, les solutions qui se dessinent apparaissent à travers le pragmatisme et appartiennent aux projets locaux, développés au plus près des acteurs. (voir aussi, sur son site internet, l'orientation de la SPV distribuée aux Etats généraux)

Deux jeunes de Saint-Maurice, qui avaient travaillé la question, essayèrent maladroitement d'évoquer des pistes. Ils renvoyèrent, de manière malicieuse bien qu'un peu exagérée, les débatteurs à leurs approches « café du commerce » et militèrent de manière étrangement coupable pour le « conservatisme ».

Ces solutions feront l'objet de nouveaux Etats généraux, comme le promet Mme Jacqueline de Quattro.

On annonce aussi la publication d'une étude de l'équipe du criminologue Marcelo Aebi, relative aux liens entre système scolaire et comportements des enfants et des jeunes ...

Devant le sentiment de vide qu'ont probablement ressenti les quelque 300 participants à l'issue de ces *Etats généraux sur la montée de la violence*, une nouvelle manifestation est en effet nécessaire.

Car, comme on pouvait s'y attendre, c'est, au final, à une élégante enfoncée de porte ouverte à laquelle on a pu assister le 7 mars dernier.

En marge des Etats généraux

Swisscom courbe l'échine

Averti par une journaliste que Swisscom lançait une campagne de pub outrancière mettant en cause l'autorité des directions d'école et l'interdiction du mobile en classe, Jacques Daniélou a directement et publiquement interpellé les politiques présents aux Etats généraux.

Seul Christophe Darbellay, président du PDC suisse, s'est alors fermement engagé à intervenir auprès de Carsten Schlotter, directeur de Swisscom.

Reprises par la presse le lendemain, l'intervention du président de la SPV et celle de C. Darbellay ont immédiatement porté leurs fruits : quelques heures plus tard, la campagne publicitaire était supprimée en Romandie

Que devra-t-on faire alors contre TF1 et Julien Courbet, animateur de « Sans aucun doute », qui déclarait dans TV guide du 8 mars qu'« il faut arrêter la télé plan-plan où tout est beau, tout est gentil. Les séries américaines nous l'ont appris. On y voit des fillettes violées et des corps découpés en quatre. » !

Que celles et ceux qui maîtrisent la kalachnikov se fassent connaître. Le crétin de TF1 a l'air d'aimer ça.